Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 33 (1996)

Heft: 1281

Artikel: A la recherche du travail perdu. Partie 5, Pour un marché du travail complémentaire

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025648

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pour un marché du travail complémentaire

La ville de Zurich est durement touchée par le chômage: près de 15 000 personnes sans emploi – 6.1% de la population active – dont plus du quart depuis plus d'un an et 250 chômeurs arrivant en fin de droits chaque semaine. En conséquence, le budget de l'aide sociale ne cesse de croître – 161 millions de francs prévus pour l'an prochain.

Monika Stocker, la dynamique municipale écologiste, responsable des affaires sociales, ne se contente pas de gérer passivement cette situation en distribuant des allocations. Elle propose une stratégie offensive qui vise à la création d'un marché du travail complémentaire. La nouvelle Loi fédérale sur l'assurance chômage développera certes des programmes de réinsertion. Mais cet effort a pour but le retour des chômeurs sur le marché du travail classique. Reste les personnes marginalisées pour des raisons diverses et qui n'ont aujourd'hui aucune chance de trouver un emploi. C'est à leur intention que la magistrate a imaginé un marché du travail complémentaire destiné en priorité à faciliter la réinsertion sociale.

Ainsi un centre de rencontre pour alcooliques va professionnaliser son service de repas pour les institutions et ouvrir un restaurant. En collaboration avec des privés, la Ville soutiendra un magasin offrant un assortiment de produits recyclés. D'autres projets sont à l'étude dans les domaines de la production d'énergie solaire et du tri des déchets de la construction et de papier.

Des places de travail et des économies

Ce marché du travail complémentaire constitue l'un des projets-pilote de la réforme de l'administration communale. Il bénéficie d'une enveloppe financière de 25 millions de francs pour 1997 et se voit fixé un double objectif: assurer 306 places de travail supplémentaires et économiser 10 millions sur le budget de l'aide sociale.

Le projet suscite la méfiance des syndicats qui voient là un risque de pression à la baisse des salaires et le mécontentement des arts et métiers qui craignent une concurrence soutenue par les pouvoirs publics. *jd*

MANAGEMENT

Evaluer l'évaluation

Du côté de ceux qui travaillent, la vie n'est pas toujours rose. Ainsi, dans une entreprise d'informatique qui pratique le «management par évaluation», quelques effets pervers ont été remarqués. Ce nouveau type de management tente de faire la synthèse entre l'investissement «naturel» au travail, sans lequel aucun emploi ne serait supportable, et les désirs de rentabilité maximale du patronat. Dans une ambiance harmonieuse, le tutoiement est imposé, la transparence intégrale, le contrôle et l'auto-contrôle généralisés; le travail est enrichi de responsabilités nouvelles, l'autonomie est élargie: certains et certaines craquent.

Rien d'étonnant pourtant à ce qu'en situation de crise surtout, une évaluation paroxystique, doublée de responsabilités accrues, fasse prendre aux salariés leur poste pour un siège éjectable. Et rien d'étonnant, plus généralement, à ce qu'un système de contrôle trop efficace soit perçu comme étouffant. Certaines niches hors contrôle, certains espaces non surveillés semblent nécessaires pour que l'individu puisse prendre, de temps à autre, une gorgée d'air; puisse mettre la tête hors du bain social.

Or, dans le cas de cette entreprise, les regards sont si omniprésents que le seul endroit où l'on puisse se permettre de craquer est l'infirmerie. L'absentéisme et les absences pour maladie croissent, la consommation d'antidépresseurs également.

Comme si la mise sous pression n'était pas suffisante, la séparation du travail et du non-travail tend à disparaître, et le travail pousse ses tentacules à domicile: l'entreprise «suggère» aux employés de s'équiper d'informatique et de fax à la maison. Certains ont si bien assimilé la leçon que, lorsqu'ils travaillent chez eux, ils prennent soin de mettre leur veston cravate! *cp*

Gabrielle Balazs et Jean-Pierre Faguer, «Une nouvelle forme de management: l'évaluation», in: *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 114, 1996.